Ajournement

[Français]

À quatre reprises, le gouvernement a choisi de réduire le taux de croissance des transferts fédéraux aux provinces, transferts destinés au financement des études supérieures. Je trouve cela malsain, parce que si l'on regarde la période entre 1986 et 1995, il y aura de 9 à 10 millions de dollars de moins à dépenser dans nos collèges et nos universités. Qu'est-ce qui se passe à cause de tout cela? Les frais de scolarité ont grimpé de façon monumentale et la dette des étudiants s'est accrue de façon extraordinaire. Il y a même des listes d'attente aujourd'hui chez les jeunes, jusqu'à deux ans chez moi à Winnipeg. Je trouve cela absolument inacceptable.

Le gouvernement a peut-être oublié que d'ici l'année 2000, lorsque l'on regarde les nouveaux emplois qui seront créés, les deux tiers auront besoin de douze années de scolarité, l'autre tiers, seize années. Donc, on a besoin d'alimenter ce qui se passe dans le domaine des collèges et des universités, ainsi que dans le domaine des emplois.

Le gouvernement est en train de faire un travail de démolition chez les jeunes. En ce qui touche la productivité, l'avenir de notre pays est vraiment en péril. Il faut quand même regarder le domaine de l'éducation comme un investissement. C'est un investissement, et si on le néglige aujourd'hui, on paiera le prix demain.

Je veux citer ce que j'ai dit tout récemment, et si mon collègue veut le réfuter, je l'écouterai soigneusement. Les jeunes ont besoin d'emplois, d'éducation et de formation. Ils doivent préparer activement leur avenir et y croire. Ils ont demandé l'aide du gouvernement, mais il me semble que celui-ci les ignore toujours, les ignore dans le sens qu'il y a une demande extraordinaire, aujourd'hui, à cause de cette récession.

Notre jeunesse veut croire en son avenir et contribuer pleinement à l'essor de son pays. C'est ce que veulent ces jeunes. Si la situation ne change pas de façon très dramatique, ces jeunes seront en mesure de le faire le lendemain des prochaines élections fédérales.

• (1820)

M. Marcel R. Tremblay (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et ministre d'État (Jeunesse) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement mon honorable collègue de Saint-Boniface et au nom du ministre d'Emploi et Immigration Canada, il me fait plaisir d'informer l'honorable député, suite à une question qu'il a posée en cette Chambre le 16 mars dernier, que le gouvernement com-

prend parfaitement sa responsabilité continue d'aider les étudiants canadiens, encore cette année, dans leurs recherches d'emplois d'été.

L'honorable Pierre H. Cadieux, ministre d'État à la Jeunesse, à la Condition physique et au Sport amateur, a annoncé le financement du Programme «Défi 92», et ce, le 18 mars dernier. Le Programme «Défi» a pour but d'aider, comme vous le savez, monsieur le Président, les étudiants à trouver un emploi d'été et à acquérir une expérience professionnelle enrichissante qui facilitera leur transition entre l'école et le marché du travail.

«Défi» vise à aider les personnes qui éprouvent le plus de difficulté sur le marché du travail. Il s'adresse aux étudiants du secondaire, notamment, qui ont généralement le plus de mal à trouver un emploi d'été, ainsi qu'aux décrocheurs éventuels ou de fraîche date, qui risquent d'éprouver des problèmes pendant toute leur vie, sur le plan de l'emploi.

L'option «Emploi d'été expérience de travail» communément connu sous le sigle EÉET, du Programme «Défi 92», qui prévoit le versement de subventions salariales aux employeurs afin qu'ils créent des emplois pour les étudiants, verra son niveau de financement augmenté de 3 millions de dollars. L'option EÉET passera donc de 80 millions à 83 millions de dollars.

Avec l'option EÉET, nous voulons inciter les employeurs dans tous les secteurs d'activité à participer au programme et à créer le plus d'emplois d'été possible pour les étudiants canadiens.

L'an dernier, l'option EÉET a subventionné plus de 29 000 employeurs qui ont créé plus de 54 000 nouveaux emplois avec un budget de 80 millions de dollars.

De plus, le niveau de financement pour les quatre autres options du Programme «Défi» conserveront le même niveau de financement que l'année dernière, à savoir, les Prêts aux étudiants entrepreneurs, 900 000 \$; la Promotion des initiatives privées, 800 000 \$; le Programme des stagiaires autochtones et Centres d'emploi du Canada pour étudiants, 12 millions de dollars.

Le Programme «Défi» encourage les employeurs à créer des emplois à l'intention des étudiants et à donner aux jeunes l'expérience de formation en cours d'emploi. Ce programme a été couronné de succès depuis qu'il a été créé en 1985. Il est à espérer qu'il aura encore plus de succès cette année en incitant les employeurs à créer des emplois pour les étudiants et en participant à donner à la population active de demain l'expérience d'un emploi d'été enrichissant.